



ARRETE N° 2022-A-DGAFMN-079
en date du **09 DEC. 2022**

portant déport
de Monsieur Francis GOMEZ
Conseiller Départemental

RENDU EXECUTOIRE LE

- 9 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n°2022-A-DGAFMN-047 en date du 5 juillet 2022 portant déport de Monsieur Francis GOMEZ, Conseiller Départemental,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Monsieur Francis GOMEZ, en sa qualité de Conseiller Départemental, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association Comité Départemental du Sport Adapté de la Vienne (CDSA 86),
- l'association Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou (ACAP).

ARTICLE 2 :

Lorsqu'une décision concernant l'une des associations ou l'un des organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Monsieur Francis GOMEZ s'abstient d'exercer ses compétences ; il ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté n°2022-A-DGAFMN-047 en date du 5 juillet 2022 portant déport de Monsieur Francis GOMEZ, Conseiller Départemental.

ARTICLE 4 :

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, et notifié à l'intéressé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, **09 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON